

La guerre contre Cuba: nouveaux budgets et la même prémisse

Publié 21 avril 2010



Par Cubadebate 20 avril 2010, traduit par Danielle Bleitrach pour changement de société, prière de citer source et traduction.

– Les présidents à Washington vont et viennent, mais le cul – de – lampe des relations extérieures des États-Unis reste le même : faire dérailler les gouvernements qui osent défendre leur souveraineté nationale et détruire n'importe quelle révolution qui s'aventure vers un monde

différent de celui qui est programmé par eux. Les armes de l'offensive menée par les États-Unis contre Cuba ont évolué tout au long de ces 50 dernières années, mais la guerre est la même.

Les cubanologues de Washington et de Miami veulent construire comme une machine de subversion dans l'île un mouvement politique dit social : cultivé, irrigué et récolté depuis les États-Unis. Mais on ne fabrique pas un mouvement politique authentiquement national depuis une capitale ennemie. Les partis et les mouvements ne sont pas exportés comme des marchandises, parce qu'un parti politique ne s'achète et ni se vend comme s'il s'agissait d'une boîte de spam.

Budgets des États-Unis contre Cuba

Depuis que George W. Bush a assumé la présidence des États-Unis en 2001, le budget pour créer à Cuba une opposition sociale, alliée aux intérêts de Miami et de la Maison Blanche, a connu une croissance astronomique : de 3,5 millions de dollars en 2000 à 45 millions sous le Président Bush en 2008. Bush a créé en 2003 une Commission pour « Aide à une Cuba démocratique ». Cette commission a émis un document de

plus de 400 pages dans lequel il est proposé « *d'identifier les moyens appropriés pour mettre fin rapidement au régime cubain et pour organiser la transition* ». La politique du Président Barack Obama, se conforme au modèle de cette Commission et au budget créé sur la recommandation de la Commission : « *réaliser des mesures dirigées à l'entraînement, développement et renforcement de l'opposition et de la société civile cubaine* ».

Comme la guerre contre Cuba est une industrie à Miami, les plus grands bénéficiaires de ce projet furent ceux qui administraient les fonds depuis la Floride. Un audit du Government Accountability Office (GAO) en 2006 a conclu qu'une fortune avait été gaspillée par les groupes à Miami. Par exemple, ils l'ont utilisé pour acheter des chocolats Godiva, des conserves de la viande de crabe et des Nintendo Game Boys. En 2008, le directeur de l'un des groupes a admis que presque 600.000 \$ avaient été volés, avant de renoncer à assumer une charge politique dans la Maison Blanche du Président Bush.

Indigné devant le gaspillage du patrimoine un millionnaire, le Sénateur Kerry (D-Massachusetts), président du Comité de Relations Extérieures du Sénat, a demandé l'année passée une révision du projet qui a maintenant un budget de 20 \$ million par an. En conséquence, le Département d'État a temporairement gelé l'opulent flot financier jusqu'à la fin de ses investigations.

Ce mois-ci, le Département d'État a terminé son enquête et a annoncé des plans pour libérer 20 millions de dollars sur le budget anticubain, en arguant qu'il avait restructuré le programme de façon à ce que les fonds arrivent clandestinement à certains Cubains dans l'île et non à certains autres à Miami. Cependant, le Sénateur Kerry n'est pas très convaincu, et il a temporairement paralysé le projet pour pouvoir l'étudier. Le gel que Kerry a imposé est pragmatique et non philosophique. C'est-à-dire, qu'il ne préoccupe pas la subversion. Il veut étudier son efficacité. La détention à Cuba d'un entrepreneur américain appelé Alan P. Gross, envoyé par Washington, montre que le projet du Département d'État met en danger des agents qui ont été engagés pour réaliser ce travail clandestinement à Cuba même.

Le ministère public cubain étudie les charges qu'il présentera contre l'entrepreneur. Pour se défendre de la subversion millionnaire créée à Washington, Cuba a décrété une loi qui pénalise avec d'une condamnation qui peut aller jusqu'à 20 ans de prison la collaboration avec le programme d'USAID qui a été créé par la loi Helms Burton de 1996. Le délit est sérieux.

Peut-être est ce pour cela que le Département d'État et d'USAID refusent, à identifier les récipiendaires à Cuba de l'argent de Washington, et ils distribuent les fonds clandestinement.

Le programme contre Cuba qui est en échec inclut :

- 750,000 \$ pour promouvoir les droits de l'homme et la démocratie à Cuba
- 250,000 \$ pour aider les parents des prisonniers supposés politiques (par exemple, les dames dites en blanc et des dames créées récemment dites d'appui)
- 500,000 \$ pour ceux qui luttent pour libérer les prisonniers supposés politiques.
- 900,000 \$ pour Freedom House. Une organisation qui pendant 10 ans a été dirigée par Frank Calzón. L'argent servirait à renforcer les leaders de l'opposition supposée : les artistes, les musiciens et les bloggers. Avec une insistance cynique les afro-cubains
- 400,000 \$ pour l'Institute for Sustainable Communities. Pour essayer de « d'identifier les nouveaux leaders de la communauté cubaine » et les aider dans leur campagne publicitaire et politique. Ou bien, presque un demi-million de dollars pour que Washington identifie à nouveau des leaders à qui il sera distribué de l'argent.
- 200,000 \$ pour fortifier supposément les réseaux d'appui que Washington a créé en Cuba. Pourvoir en équipements et en un entraînement celles-ci.
- 2,600,000 \$ pour Un certain Development Associates. Avec le propos d'agrandir le réseau cubain de l'appui que Washington a créé et de promouvoir le message de Miami vers Cuba.

- 2,000,000 \$ pour appuyer des groupes proches de Washington à Cuba, spécialement certaines femmes et afro-cubains, pour promouvoir l'initiative individuelle économique des femmes et des afro-cubains.
- 2,900,000 \$ pour promouvoir, sous la tutelle du Département d'État, l'expression libre dans l'île : spécialement parmi certains artistes, des musiciens, des écrivains, des journalistes et des bloggers.
- 500,000 \$ pour que des individus liés aux groupes religieux ou spirituels défendent leur droit pour la liberté de religion.
- 500,000 \$ pour promouvoir une politique déterminée de travail dans l'île et pour générer « une pression internationale contre le gouvernement cubain pour qu'il réforme ses lois sur le travail ».
- 350,000 \$ pour exercer une influence sur certains groupes de la société civile cubaine, « spécialement les femmes qui ont l'habitude d'être exploitées sexuellement ».
- 500,000 \$ pour les ONGs et d'autres organisations liées à Washington.
- 1,150,000 \$ pour adresser à certaines organisations, en incluant des journalistes et bloggers en Cuba pour utiliser les nouvelles technologies communicationnelles.
- 2,500,000 \$ pour administrer les programmes de ce budget.

.Tout cela sous la tutelle d'un Washington qui s'est distingué lors de ces dernières décennies par ses efforts pour déstabiliser, pour envahir et pour réprimer chaque continent de la planète : le coup d'État au Chili contre Salvador Allende, le coup militaire au Guatemala qui fait plus de 200 000 morts et des disparus durant quatre décennies de répression, le coup d'Etat contre le Président Hugo Chávez en 2002, l'appui aux escadrons de la mort en Amérique centrale, en Argentine, au Paraguay, en Uruguay et au Brésil. L'invasion de l'Iraq en 2003. La torture et l'incarcération sans fin pour les prisonniers de Guantánamo, l'envoi de prisonniers dans d'autres pays pour qu'ils soient torturés et interrogés, l'exploitation et les déportations massives de gens sans identité. Girón, l'Opération Mangouste, JM Wave (l'enclave terroriste la plus puissante qui ait existé sur le sol américain) et la campagne de terreur contre Cuba de ces 50 dernières années à travers l'utilisation d'assassins comme Luis Posada

Carriles et Orlando Bosch. Une guerre terroriste et immorale contre Cuba qui s'est multipliée comme un virus mondialement jusqu'à trouver sa manifestation moderne dans l'explosion des tours jumelles à New York le 11 septembre 2001.

Cuba est un pays bloqué, assiégé et attaqué par les États-Unis. Il est tel, parce que Washington ne tolère pas que l'île soit gouvernée hors de la tutelle américaine. Il l'a été de cette façon pendant plus de 50 ans.

Les prisonniers supposés politiques sont condamnés, après avoir été inculpé, pour être au service d'un pays ennemi qui a pour but la destruction de la Révolution cubaine. Ainsi que l'entrepreneur Alan P. Gross travaillant à Cuba sous la direction et le contrôle de Washington. La meilleure manière d'obtenir sa libération consiste en ce que les États-Unis renoncent à la guerre contre Cuba, lèvent le blocus, établissent des relations, extradent Posada Carriles et libèrent les Cinq qui sont maintenus en prison aux États-Unis depuis presque 12 ans.

Le Président Obama est peut-être très occupé avec l'économie, les guerres en Iraq et en Afghanistan et sa réforme de santé pour prêter beaucoup d'attention à Cuba. Peut-être a-t-il laissé ce petit problème aux bureaucrates du Département d'État et du Conseil de Sécurité National, et pour cela nous en sommes là où nous sommes.

Tout découle d'une prémisse erronée. Plus de 100 ans d'agression américaine vers Cuba sont basés sur l'idée fausse que Cuba appartiendrait à Washington. Ils en sont restés à l'appréciation arrogante du secrétaire d'État de l'époque, de John Quincy Adams en 1823 :

« Des lois politiques existent, ainsi que celle de la gravitation physique. Pas plus qu'une pomme séparée par la tempête de son arbre, de son origine, ne peut pas choisir mais doit tomber au sol, Cuba, par force, séparée de son artificielle connexion avec l'Espagne, et incapable de se soutenir par elle même, peut seulement graviter vers l'union américaine, qui, par la même loi de la nature, ne peut pas la repousser de son sein. »

De cette prémisse fautive il en découle le concept que des dissidents peuvent se fabriquer aux États-Unis, blogueurs et twiteros, sous la tutelle de Washington et de

Miami : comme si c'était une loi naturelle que cela se passe ainsi. Que cette fabrication étrangère puisse avoir une légitimité à Cuba c'est un mythe auquel croient seulement ceux qui ne connaissent pas l'Île et ne vivent pas là. Avec les millions de dollars à l'année qu'il investit dans cette affaire, Washington n'a pas créé une opposition et encore moins un parti politique. Il a seulement établi une industrie de personnes à Cuba heureuse de recevoir des sommes importantes d'argent pour être dissident, blogueur et twiteor.

A Cuba, il y a une grande diversité d'opinions légitimes sur l'avenir du pays. N'importe qui a fait la queue devant le marchand d'alcool, ou qui participe aux conversations organisées dans l'Île le sait. Ces débats ont lieu dans les centres de travail, et dans les réunions du Parti. Mais il y a une unanimité sur quelque chose: Cuba appartient aux Cubains et non aux Américains. Sur ce principe philosophique martien, les Cubains sont disposés à serrer les rangs et à mourir.

Si Washington comprenait cela, le blocus se terminerait et tout ce qui va avec lui. Cependant, c'est un concept qui semble contre nature à un Washington impérial qui voit en Cuba sa cour arrière politique. Silvio Rodríguez a remarqué l'autre jour dans la Casa de l'Amérique que Cuba n'est pas un pays normal pour ce qu'il a essayé d'être, et à cause du traitement qui lui a été infligé pour ce qu'il a essayé d'être. Indépendant.